

**Objet : Arrêté municipal portant sur des travaux de remplacements de poteaux téléphoniques Orange**

**Le Maire de la commune d'Yvré-l'Évêque**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1,

L 2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;

**VU** l'article R417-10 du code de la route ;

**VU** l'article R610-5 du code pénal ;

**CONSIDÉRANT** – La demande COB-PILOTE présentée par Madame AUBRY Romane représentante du groupe ALQUENRY situé au 45 rue Pierre Martin 72100 LE MANS.

**CONSIDÉRANT** – L'intérêt d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel de chantier pendant des travaux de remplacements de poteaux téléphoniques Orange, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement.

**ARRÊTE**

**Entre le mardi 20 août et le vendredi 15 novembre 2024 inclus pour les besoins du chantier :**

**ARTICLE 1** – Pendant une durée de deux heures par poteaux téléphoniques, la circulation sera alternée manuellement par panneaux B15-C18 sur la voie suivante durant la période considérée :

- Les Landes.

**ARTICLE 2** – La vitesse sera limitée à 50km/h au droit du chantier.

**ARTICLE 3** – Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant (article R.417-10-Enlèvement de véhicules) dans l'emprise du chantier.

**ARTICLE 4** – Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment la nuit ou les jours non ouvrables les signaux en place devront être déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence d'engins, de personnel, d'obstacles...).

**ARTICLE 5** – Le Maître d'ouvrage et l'entreprise assureront sous leur propre responsabilité la mise en place et l'entretien de la signalisation réglementaire et seront tenus d'afficher le présent arrêté au droit du chantier. À l'exception de l'entretien de la signalisation, ces dispositions devront être réalisées au minimum 8 jours avant le démarrage des travaux.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.  
« La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**ARTICLE 7** – Madame Le Maire de la commune, la police municipale pluricommunale, la gendarmerie ainsi que tous les représentants de l'autorité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Yvré-l'Évêque, le 07 août 2024

Madame Le Maire  
Damienne FLEURY

**Ampliation :**  
Demandeur  
Gendarmerie  
Affichage  
Archivage

